

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
Lundi 1 Avril 2019**

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
D -2019012

**Objet : COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LA VICE PRESIDENTE DU
C.C.A.S.**

L'an deux mille dix-neuf et le 1^{er} Avril, à quatorze heures trente, le Conseil d'Administration du CCAS de SETE s'est réuni, sous la présidence de Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente.

Date convocation : 25/03/19

Etaient présents : Jocelyne GIZARDIN, Conception PELIZZA, Colette JAMMA, Jean-Michel HAMET, Marie-José CAUSSEGAL, Céline SENEGAS, Laurent MAÎTRE.

Etaient absents ayant donné procuration : François COMMEINHES, Hervé MERZ.

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marion JEANNE, Colette RIZZOLO, Geneviève COINDOZ.

Secrétaire de séance : Madame Sandrine CLERC, Directrice du CCAS.

Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente, s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

La Vice-Présidente a été amenée à prendre des décisions.

Ces décisions concernent :

- L'attribution des prestations dans les conditions définies par le Conseil d'administration et notamment les secours alimentaires et financiers ainsi que les domiciliations ;
- Décision du 28 février 2019 relative à la création d'une régie de recettes temporaire pour le Repas des seniors 2019.

Les termes de ces décisions sont détaillés dans le document mis à disposition du Conseil lors de la présente séance.

Pour extrait conforme
Par délégation du président,
La Vice-présidente du CCAS



Jocelyne GIZARDIN

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20190401-D2019012-DE
Date de télétransmission : 02/04/2019
Date de réception préfecture : 02/04/2019

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
Lundi 1 Avril 2019

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL
D'ADMINISTRATION
D -2019013

Objet : BUDGET PRIMITIF DU C.C.A.S. – EXERCICE 2019

L'an deux mille dix-neuf et le 1^{er} Avril, à quatorze heures trente, le Conseil d'Administration du CCAS de SETE s'est réuni, sous la présidence de Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente.

Date convocation : 25/03/19

Etaient présents : Jocelyne GIZARDIN, Conception PELIZZA, Colette JAMMA, Jean-Michel HAMET, Marie-José CAUSSEGAL, Céline SENEGAS, Laurent MAÎTRE.

Etaient absents ayant donné procuration : François COMMEINHES, Hervé MERZ.

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marion JEANNE, Colette RIZZOLO, Geneviève COINDOZ.

Secrétaire de séance : Madame Sandrine CLERC, Directrice du CCAS.

Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente, s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

Le budget primitif 2019 du C.C.A.S., est soumis à votre approbation. Il présente la situation suivante :

Le budget, est l'acte par lequel sont prévues et autorisées, par l'assemblée délibérante, l'ensemble des ressources et emplois, d'un exercice budgétaire.

La proposition du budget primitif, pour l'exercice 2019, est présentée, ci-après par chapitre, en équilibre en dépenses et recettes, à un montant de 10 957 106,84 €.

Pour la section d'investissement, l'équilibre en dépenses et en recettes, se situe à 398 420,41 €. La section de fonctionnement, est équilibrée, en dépenses et en recettes, à un montant de 10 558 686,43 €. D'où le tableau suivant :

Libellés	Section de fonctionnement	Section d'Investissement	TOTAL DU BUDGET
Dépenses	10 558 686,43	398 420,41	10 957 106,84
Recettes	10 558 686,43	398 420,41	10 957 106,84

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20190401-D2019013-DE
Date de télétransmission : 02/04/2019
Date de réception préfecture : 02/04/2019

Cela se répartit de la façon suivante :

- En section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent	Propositions du budget primitif 2019	VOTE
011	Charges à caractère général	1 241 598,51	1 629 738,48	1 629 738,48
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 103 532,94	8 548 013,40	8 548 013,40
65	Autres charges de gestion courante	170 073,53	171 239,00	171 239,00
Total des dépenses de gestion des services		8 515 204,98	10 348 990,88	10 348 990,88
66	Charges financières	55 714,90	52 203,75	52 203,75
67	Charges exceptionnelles	3 799,96	45 026,28	45 026,28
022	Dépenses imprévues	200 000,00	-	-
Total des dépenses réelles de fonctionnement		8 774 719,84	10 446 220,91	10 446 220,91
023	Virement à la section d'investissement	-	17 189,52	17 189,52
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00	95 276,00	95 276,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		120 000,00	112 465,52	112 465,52
TOTAL		8 894 719,84	10 558 686,43	10 558 686,43
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULÉES 2019				10 558 686,43

Recettes de fonctionnement

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent	Propositions du budget primitif 2019	VOTE
013	Atténuations de charges	75 000,00	80 000,00	80 000,00
70	Produits des services	1 077 700,00	1 132 948,11	1 132 948,11
74	Dotations, subventions et participations	7 233 937,56	9 299 000,04	9 299 000,04
75	Autres produits de gestion courante	8 130,00	41 538,28	41 538,28
Total des recettes de gestion des services		8 394 767,56	10 553 486,43	10 553 486,43
77	Produits exceptionnels	5 698,94	5 200,00	5 200,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		8 400 466,50	10 558 686,43	10 558 686,43
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 210,00	-	-
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		5 210,00	-	-
TOTAL		8 405 676,50	10 558 686,43	10 558 686,43
002	Excédent reporté	489 043,34		
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULÉES 2019				10 558 686,43

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20190401-D2019013-DE
Date de télétransmission : 02/04/2019
Date de réception préfecture : 02/04/2019

- En section d'investissement

Dépenses d'investissement

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent	Propositions du budget primitif 2019	VOTE
20	Immobilisations incorporelles	200,00	15 017,00	15 017,00
21	Immobilisations corporelles	202 358,24	305 240,00	305 240,00
23	Immobilisations en cours	744 649,96	-	-
020	Dépenses imprévues	65 629,37	-	-
Total des dépenses d'équipement		1 012 837,57	320 257,00	320 257,00
16	Emprunt et dettes assimilées	72 900,00	75 163,41	75 163,41
27	Autres immobilisations financières	-	3 000,00	3 000,00
Total des dépenses financières		72 900,00	78 163,41	78 163,41
Total des dépenses réelles d'investissement		1 085 737,57	398 420,41	398 420,41
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 210,00	-	-
Total des dépenses d'ordre d'investissement		5 210,00	-	-
21	Reste à réaliser reporté	42 548,36	-	-
TOTAL		1 133 495,93	398 420,41	398 420,41
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULÉES 2019				398 420,41

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20190401-D2019013-DE
Date de télétransmission : 02/04/2019
Date de réception préfecture : 02/04/2019

Recettes d'investissement

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent	Propositions du budget primitif 2019	VOTE
10	Dotations, fonds et réserves	253 626,58	35 000,00	35 000,00
13	Subventions d'équipement	-	-	-
Total des recettes d'équipement		253 626,58	35 000,00	35 000,00
16	Emprunt et dettes assimilées	-	247 954,89	247 954,89
27	Autres immobilisations financières	-	3 000,00	3 000,00
Total des recettes financières		-	250 954,89	250 954,89
Total des recettes réelles d'investissement		253 626,58	285 954,89	285 954,89
021	Virement de la section de fonctionnement	-	17 189,52	17 189,52
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00	95 276,00	95 276,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		120 000,00	112 465,52	112 465,52
001	Excédent d'investissement reporté	759 869,35	-	-
TOTAL		1 133 495,93	398 420,41	398 420,41
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULÉES 2019				398 420,41

Compte tenu de ces éléments, je vous propose :

D'APPROUVER : le budget primitif 2019 du C.C.A.S., tel que présenté ci-dessus.

DELIBERATION ADOPTÉE A : L'UNANIMITÉ
LA MAJORITÉ

Plus rien n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du président,
La Vice-présidente du CCAS



[Signature]
Jocelyne GIZARDIN

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20190401-D2019013-DE
Date de télétransmission : 02/04/2019
Date de réception préfecture : 02/04/2019

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
Lundi 1 Avril 2019**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL
D'ADMINISTRATION
D -2019014

**Objet : REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES AIDES A DOMICILE –
FONCTIONS ITINERANTES**

L'an deux mille dix-neuf et le 1^{er} Avril, à quatorze heures trente, le Conseil d'Administration du CCAS de SETE s'est réuni, sous la présidence de Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente.

Date convocation : 25/03/19

Etaient présents : Jocelyne GIZARDIN, Conception PELIZZA, Colette JAMMA, Jean-Michel HAMET, Marie-José CAUSSEGAL, Céline SENEGAS, Laurent MAÎTRE.

Etaient absents ayant donné procuration : François COMMEINHES, Hervé MERZ.

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marion JEANNE, Colette RIZZOLO, Geneviève COINDOZ.

Secrétaire de séance : Madame Sandrine CLERC, Directrice du CCAS.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'article 4 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006,

Vu l'arrêté du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics,

Considérant qu'il y a lieu d'annuler et remplacer la délibération D-20120068 prise par le Conseil d'administration du 4 décembre 2012, en matière de frais de déplacement des aides à domicile (fonctions itinérantes),

Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente, s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

Lorsque le déplacement temporaire d'un agent public de notre établissement – notamment un/une aide à domicile - est effectué à l'intérieur de la commune de Sète, les frais de transport peuvent être pris en charge, sur décision de l'administration, si la commune est dotée d'un service régulier de transport public de voyageurs. La prise en charge est limitée au montant du tarif ou, en cas de déplacements fréquents de l'agent, de l'abonnement le moins cher du transport en commun le mieux adapté, sur présentation de justificatifs.

Par ailleurs, les déplacements effectués par les agents à l'intérieur du territoire de la commune de résidence administrative peuvent donner lieu à versement d'une indemnité subordonnée à la production d'un état de frais s'il est établi que ces agents exercent des fonctions essentiellement itinérantes.

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20190401-D2019014-DE
Date de télétransmission : 02/04/2019
Date de réception préfecture : 02/04/2019

Il s'agit de situations incompatibles avec l'utilisation des transports en commun, dès lors que les agents ne peuvent disposer de véhicules de service et qu'ils sont amenés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service.

Il est proposé que le métier d'aide à domicile soit considéré comme fonction itinérante

Le taux de l'indemnité pour fonctions itinérantes est fixé par la réglementation (soit 210 € par an actuellement).

Les deux modes d'indemnisation évoqués ici ne sont pas cumulables. Le paiement des frais en question sera effectué mensuellement à terme échu, à compter du 1er avril 2019.

Les crédits correspondants sont prévus et inscrits aux différents budgets du CCAS.

En conséquence, je vous propose :

D'APPROUVER : les modalités de remboursement des frais de déplacement du personnel sur le territoire de la commune de Sète, telles que définies ici et l'identification du métier d'aide à domicile comme fonction itinérante ;

D'AUTORISER : le président du CCAS ou son représentant, à signer les documents permettant ces indemnisations,

DELIBERATION ADOPTEE A : L'UNANIMITE
LA MAJORITE

Plus rien n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du président,
La Vice-présidente du CCAS



Jocelyne GIZARDIN

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20190401-D2019014-DE
Date de télétransmission : 02/04/2019
Date de réception préfecture : 02/04/2019

PERSONNEL

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
Lundi 1 Avril 2019**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL
D'ADMINISTRATION
D -2019015

**Objet : CREATION DE POSTES- SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A
DOMICILE**

L'an deux mille dix-neuf et le 1^{er} Avril, à quatorze heures trente, le Conseil d'Administration du CCAS de SETE s'est réuni, sous la présidence de Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente.

Date convocation : 25/03/19

Etaient présents : Jocelyne GIZARDIN, Conception PELIZZA, Colette JAMMA, Jean-Michel HAMET, Marie-José CAUSSEGAL, Céline SENEGAS, Laurent MAÎTRE.

Etaient absents ayant donné procuration : François COMMEINHES, Hervé MERZ.

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marion JEANNE, Colette RIZZOLO, Geneviève COINDOZ.

Secrétaire de séance : Madame Sandrine CLERC, Directrice du CCAS.

Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente, s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement public sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) a procédé à l'analyse de son besoin récurrent en matière d'aides à domicile contractuels remplaçants, sur la période 2012 à 2018. Il en résulte la nécessité de créer 16 postes permanents d'agents sociaux à temps non complet selon les modalités suivantes :

Temps de travail mensuel	Nombre de postes
90 heures	1
110 heures	2
120 heures	5
130 heures	8

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20190401-D2019015-DE
Date de télétransmission : 02/04/2019
Date de réception préfecture : 02/04/2019

Considérant la nature de l'activité du SAAD et sa fluctuation,
Considérant la difficulté de recrutement inhérente au métier d'aide à domicile,
Considérant que ce besoin de remplacement est couvert actuellement par des agents contractuels, présents dans l'établissement depuis plus de six années et qu'il y a lieu de remédier à la précarité de leur situation,

Il est proposé de procéder à leur pérennisation par un recrutement en contrat à durée indéterminée.

Compte tenu de ces éléments, je vous invite à :

DECIDER la création de 16 postes d'agents sociaux, de catégorie C, à temps non complet, selon les modalités définies ci-dessus, considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget prévisionnel 2019 du SAAD, sur la base maximale de l'indice brut terminal de la grille indiciaire du cadre d'emplois des agents sociaux,

AUTORISER le président ou son représentant à prendre tous les actes nécessaires afin de pouvoir créer ces postes et réaliser les dépenses correspondantes.

DELIBERATION ADOPTEE A : L'UNANIMITE
LA MAJORITE

Plus rien n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du président,
La Vice-présidente du CCAS



Jocelyne GIZARDIN